

Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?

- 400 députés au lieu de 577 et 100 sénateurs au lieu de 350 seraient suffisants (1)
- Supprimer les conseillers départementaux (1).
- Supprimer les « avantages exorbitants » des élus après la fin de leur mandat (2)

Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil Économique, Social et Environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ? Faut-il les transformer et comment ?

- Réduire le sénat à 1 représentant par département et tirer au sort les membres du CESR qui deviendrait une véritable assemblée consultative citoyenne (1)

Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ? Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique

- Imposer un stage d'immersion sur le terrain pour les parlementaires (1)

Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?

- Diminuer de 4 millions à 2 millions le nombre de demandes pour ouvrir un référendum d'initiative populaire (1)

Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ? En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ? Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

- Des quotas, en fonction des domaines professionnels (1)
- Imposer une obligation d'acquiescer la nationalité française aux immigrés en long séjour (1)

Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'État et les religions de notre pays ? Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

- Il suffit d'appliquer les lois actuelles mais en améliorant l'enseignement du fait religieux pour que l'on ne fasse pas dire n'importe quoi aux religions (1)...

A vous de vous exprimer, à la mairie, sur le cahier du multiservices, ou lors de la réunion du 19.

Plusieurs d'entre vous se sont exprimés sur le « cahier de doléances » mis à disposition au multiservices. La plupart de ces demandes ou de suggestions concernent les thèmes proposés au grand débat (voir pages suivantes). Vous êtes invité à les compléter et à en débattre lors d'une réunion publique d'échanges s faire le

Samedi 19 janvier de 16h à 19h
à la salle des associations (près du multiservices)
Cette réunion sera suivie d'un apéritif convivial.

Voici, sans exclusivité, les thèmes proposés au grand débat national avec, entre parenthèses, les propositions déjà exprimées à travers le « cahier de doléances » à Montignac-de-Lauzun :

Le premier sujet porte sur nos impôts, nos dépenses et l'action publique.

Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ? Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?

- la taxe d'habitation et les taxes foncières (1)
- les taxes sur les carburants (2).
- Instaurer un Impôt minimum sur les revenus de tous les français (ne serait-ce qu'1 €) (2).
- La taxe sur les transactions boursières au-dessus de 1000 € (1).
- Imposer davantage les successions supérieures à 1 million d'euros (2).
- baisser encore la TVA sur les produits de 1ère nécessité (3)

Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?

- le train de vie des anciens présidents (1)
- le nombre de parlementaires (1)
- le sénat (1)
- les abus de l'allocation de chômage (1)
- l'absentéisme dans les administrations et les collectivités locales (1).
- le regroupement des communes en communes nouvelles serait source d'économies (3) surtout si elle permettent de supprimer un échelon.

Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ? À l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?

- Besoin d'une téléphonie et d'un internet performant ; à financer par les opérateurs téléphoniques en priorité (1)
- Besoin d'un transport collectif ou taxi à la demande pour notre territoire rural (2)
- Besoin d'un service public de médecine généraliste de proximité (3) Obliger les médecins à effectuer un service en milieu rural.
- Besoin d'un service public d'orientation professionnelle pour les jeunes en milieu rural (1).

Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ?

- Indexer les retraites sur l'évolution du coût de la vie (4).
- Baisser leur taux de CSG (2).
- Augmenter le minimum vieillesse (3)
- instaurer un revenu universel permettant de vivre (1)
- Taxer davantage les hauts revenus, au-delà du taux marginal de 45% (1)
- Rétablir l'ISF (2)
- Imposer davantage les grosses fortunes lors des successions (2)
- Favoriser le travail et l'apprentissage,
- un retraité ayant travaillé toute sa vie doit gagner plus que quelqu'un au RSA cumulant des allocations (2) ou un réfugié étranger.
- Retraites identiques pour tous - demande symétrique de celle d'un revenu universel (1)
- imposer un plafond de salaires pour éviter les dérapages (1).
- Echelle des salaires limitée de 1 à 10 (2).
- Imposer aussi les résidents français à l'étranger sur leurs revenus en France (1). –
- Supprimer la légion d'Honneur aux exilés fiscaux (1)
- Faire en sorte que tout citoyen ait la possibilité de se loger et de se déplacer (2)

Le deuxième est l'organisation de l'État et des collectivités publiques.

Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ? Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? À quels niveaux et pour quels services ?

- Transformer les petites communautés des communes en communes nouvelles permettant de supprimer un échelon (1)
- supprimer les cantons et les conseillers départementaux, pour les remplacer par les présidents de communautés de communes ou de communes nouvelles (1)

Comment voudriez-vous que l'État soit organisé et comment peut-il améliorer son action ? Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?

- Avoir plus d'interlocuteurs physiques ou téléphoniques pour compenser les blocages de l'internet (1).
- Remplacer le Sénat par une assemblée de présidents de région et des conseils départementaux (2) ?

Comment l'État et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?

- Regroupement des petites communes ne disposant d'aucun service en communes nouvelles avec les bourgs centres (3) en supprimant une strate administrative.
- Transformer les conseils départementaux en conseil des présidents de communautés de communes ou des communes nouvelles (2).
- Fusionner les conseillers départementaux et les conseillers régionaux (2)

La transition écologique est le troisième thème, essentiel à notre avenir.

Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?

- Taxer les transports aériens et maritimes (2)

Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ? Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ?

Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ? Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?

- Développer les transports collectifs (1)
- ne plus construire de résidences isolées en dehors des sièges d'exploitations ou d'entreprises (1)

Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à cet égard ? Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos agriculteurs et nos industriels ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?

Enfin, il est évident que la période que notre pays traverse montre qu'il nous faut redonner plus de force à la démocratie et la citoyenneté.

Faut-il reconnaître le vote blanc ? Faut-il rendre le vote obligatoire ?

- Oui il faut reconnaître le vote blanc, pour avoir un plus fort taux de votes réels nécessaires à une élection (2)

Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?

- Un tiers de proportionnelle permettrait de concilier la représentation de toutes les sensibilités politiques tout en permettant de dégager des majorités (2).
- Appliquer un quorum (proportionnelle intégrale ?) aux élections législatives (1)